

# LUTTE DE CLASSE

**Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

FEVRIER 1966.

## ZWARTBERG et LA SEYNE

Dans plusieurs secteurs de l'industrie française, les capitalistes concentrent. Pour les travailleurs, un résultat immédiat: les licenciements.

Les ouvriers des hauts-fourneaux de CHASSE, ceux des chantiers navals de LA SEYNE, de PORT-DE-BOUC et d'ailleurs ont marché pacifiquement: ils n'ont rien obtenu.

Les mineurs du LIMBOURG (Belgique) ont choisi une autre voie: la lutte violente sur le carreau des mines et dans la rue. Le gouvernement belge a pris l'engagement qu'aucun mineur travaillant dans le Limbourg ne serait licencié avant d'avoir trouvé un nouvel emploi. La date de fermeture de la mine de ZWARTBERG, d'où était partie la lutte, a été repoussée jusqu'à ce que tout le personnel soit reclassé. La production doit être réduite au fur et à mesure des départs du personnel.

Bien sûr, ce ne sont que des promesses; et seule la volonté des travailleurs pourra les faire respecter. D'autre part, les pertes ont été lourdes: 2 mineurs tués, des dizaines d'autres blessés.

Nous n'avons pas à nous substituer aux travailleurs pour décider quelle méthode est la bonne, de celle suivie à La Seyne ou de celle suivie à Zwartberg.

Mais nous devons raconter la grève belge, dont la presse française a caché (on la comprend) les épisodes les plus importants.

### La grève.

Le 31 janvier, quelques centaines de mineurs occupent la mine de Zwartberg depuis plusieurs jours pour protester contre sa fermeture.

Depuis 1955, Zwartberg constitue une division de la Société COCKE-RILL-OUGREE qui exploite des usines métallurgiques lourdes dans la région

de Liège. C'est une mine moderne, qui a été une des premières à bénéficier de la réfrigération de l'atmosphère.

Sa fermeture apparaît comme une nouvelle fantaisie de l'anarchie capitaliste.

Le jeudi 27 janvier, les mineurs avaient reçu leur préavis. Ils en ont fait un tas et y ont mis le feu (journal belge "LE SOIR" du 3 février).

Le même journal, pourtant favorable au gouvernement et aux syndicats, poursuit :

" Pour eux (les mineurs) c'était l'abandon patronal.

" L'abandon syndical également, car ils ont l'impression d'avoir été trahis par leurs représentants et par "ceux de Bruxelles". Si bien qu'ils ont désigné, lundi, six personnes - deux employés, deux ouvriers du fond et deux de la surface - pour remplacer les délégués syndicaux, impuissants à défendre leurs intérêts... et d'ailleurs invisibles ".

#### L'émeute.

Le soir de ce même lundi 31 janvier, les mineurs qui ont donc constitué un comité de lutte se dirigent vers les puits voisins pour inviter leurs camarades à se solidariser avec eux. Ils entourent pacifiquement une mine appelée WATERSCHEI. Le gouvernement démocratique et à participation socialiste réplique comme il convient: en envoyant les gendarmes "dégager" la mine.

Les mineurs ne sont pas décidés à se laisser matraquer sans réagir; ils répondent avec ce qui leur tombe sous la main; les gendarmes tirent (journal belge "LA DERNIERE HEURE" du 1er février).

Toute la nuit, les mineurs se battent, construisent des barricades, arrachent des rails du chemin de fer. L'émeute s'étend. Les bagarres se poursuivront pendant plusieurs jours.

Les paras-commandos arrivent au secours des gendarmes. Les dirigeants syndicaux arrivent aussi pour prêcher la modération.... aux mineurs, pas aux paras-commandos ni aux gendarmes.

L'accueil des mineurs manque d'enthousiasme. Les journaux expliquent pudiquement que les "cadres syndicaux sont débordés".

Le journal royaliste et clérical "LA LIBRE BELGIQUE" qui ne comprend pas l'utilité d'être discret, vend la mèche :

" Dès le début des incidents, les syndicats avaient été dépassés, blackboulés par leurs troupes. Elles leur reprochaient d'être à la solde du gouvernement. D'ailleurs, affirmaient-elles, le président provincial des syndicats chrétiens fut mis dans l'obligation par ses dirigeants de se désavouer. Tout cela après avoir lancé des discours incendiaires en faveur des mineurs. Bref, parce qu'ils leur prêchaient la modération, les délégués syndicaux furent roués de coups par les grévistes eux-mêmes ".

La thèse de la provocation flamingante.

Que des travailleurs entrent en lutte sans chef génial pour éviter de se retrouver chômeurs, voilà qui dépasse la compréhension de tout bon bourgeois.

Il fallait donc des meneurs: on les a. Le dimanche 30 janvier, les nationalistes flamands ont organisé une manifestation dans le Limbourg. Comme, depuis plusieurs années, la politique des capitalistes et de leurs porte-paroles socialistes consiste à opposer les travailleurs wallons aux travailleurs flamands, la présence de ces nationalistes est vraiment une aubaine. Ce sont eux, évidemment, qui ont "excité" les travailleurs, lesquels, sans conscience c'est bien connu, se sont laissés égarer par de mauvais bergers.

Malheureusement pour les brillants défenseurs de cette thèse, ils sont obligés d'avouer en même temps que parmi les mineurs arrêtés figurent " outre des Belges, des Hongrois, des Turcs, des Italiens, des Espagnols, des Polonais, des Allemands, un Hollandais et une assez forte " proportion de Marocains ".

" Flandre Turco-Hispano-Polono-Marocaine ".

Un peu gros; il faut trouver autre chose.

La Libre Belgique (3 février) a trouvé: " Qui a pris la relève (des " Flamingants)? Selon les forces de l'ordre, ce sont maintenant les communistes, surtout étrangers, qui dirigent, dans les coulisses, les mouvements de grève ".

Et le Soir, socialisant, du 5 février lui fait écho en annonçant que le secrétaire et un autre membre de la section du Limbourg du parti communiste prochinois ont été arrêtés à l'occasion des émeutes.

Mais laissons ces clowns pour revenir aux travailleurs.

L'isolement des mineurs limbourgeois.

La raison principale de l'échec des mineurs limbourgeois a été leur isolement. Pourtant, des travailleurs ont essayé, spontanément, de leur manifester leur solidarité. Pour étouffer ces mouvements, les syndicats se sont montrés à la hauteur de la situation.

Le mieux est encore de laisser la parole au " Soir " :

" Liège, 1er février.- Alors que tout était calme, mardi, à Liège, " quelques manifestations ouvrières se sont déroulées, de manière assez " désordonnée, dans la banlieue industrielle. Ce sont plus particulière- " ment les ouvriers d'UGREE qui, sans aucun mot d'ordre syndical, ont " cessé le travail pendant quelques heures.

" En cours de matinée, pour réprover l'issue sanglante des évènements du Limbourg, certains travailleurs ne prirent pas leur service et, " rassemblés devant les usines, invitèrent leurs collègues à protester avec eux. Finalement, quelques centaines d'ouvriers parcouraient les rues " d'UGREE et de SERAING en une manifestation silencieuse de réprobation.

" Les responsables syndicaux se déclaraient entièrement étrangers

" au mouvement, d'ailleurs très limité... Dans les milieux syndicaux lié-  
" geois, on n'annonce actuellement aucune grève, ni aucun mouvement de  
" solidarité avec les mineurs du Limbourg ".

La fin de la grève.

Le vendredi 4 février, les mineurs auraient voté la reprise du tra-  
vail après les promesses faites par le gouvernement.

Peu d'informations ont filtré sur la façon dont la reprise a été  
décidée et ce silence n'est certainement pas dû au hasard. Il faut atten-  
dre que des camarades belges nous renseignent sur ce point. Toutefois, à  
lire les inquiétudes des dirigeants avant le vote, on devine que de nom-  
breux mineurs ont dû se prononcer contre la reprise.

-----

# aux éditions ROMBALDI

Nous publions ci-dessous le récit d'une action menée récemment dans  
la maison d'édition ROMBALDI.

Bien que cette lutte soit limitée, son intérêt est certain: elle  
prouve que des employées sans expérience de la lutte sont capables d'éner-  
gie dans une action revendicative.

La valeur de ce mouvement n'empêche d'ailleurs pas de reconnaître  
ses faiblesses: à savoir l'incapacité d'étendre l'action à d'autres ser-  
vices et, à plus forte raison, à d'autres maisons d'édition où les tra-  
vailleurs sont exploités de la même façon.

Ce qui est important maintenant pour toutes celles qui ont agi,  
c'est de continuer à se réunir régulièrement, à discuter des conditions  
de travail dans les nouvelles entreprises où elles ont été embauchées et  
à s'aider mutuellement dans les luttes qu'elles pourraient y mener.

-----

Les Editions ROMBALDI emploient plusieurs centaines de personnes  
dans le centre de Paris. Il s'agit d'une entreprise qui a pris récemment  
une extension rapide.

Comme elle ne produit pas de la fonte ou de l'acier mais des livres,  
on pourrait penser que les conditions de travail y sont relativement bonnes.

En réalité, il n'en est rien: la hiérarchie y est presque militaire  
et les dirigeants ont mis en place un système de mouchardage généralisé.

D'autre part, si les salaires sont plus élevés que dans des boîtes  
comparables et si l'expansion a permis une certaine promotion interne, le

travail y est très dur, certaines mécanographes y étant même chronométrées comme dans un atelier d'usine.

Un service a essayé de réagir et y a mené une lutte assez sérieuse en octobre-novembre 1965. Ce service est connu sous le nom de "GESTION NOBEL" car il s'occupe de la vente de tous les prix Nobel édités par la maison. Bien que la plupart des employées du service aient été impliquées dans le conflit, les principales intéressées ont été 6 "chefs d'unité", c'est-à-dire des employées ayant quelques responsabilités mais restées liées à leurs camarades sans grade.

Une augmentation de salaire aurait dû avoir lieu en février 1965. Cette augmentation s'étant fait attendre, les chefs d'unité demandèrent le 28 octobre 1965 à leur chef de service une réponse définitive. Celui-ci refusa courageusement de les recevoir et les renvoya au chef du personnel en leur précisant que leur démarche ne serait pas appréciée.

Le lendemain, le chef du personnel recevait les chefs d'unité mais refusait d'écouter leurs revendications et les congédiait de son bureau.

Puis chacune des intéressées recevait une lettre d'avertissement dont le niveau était à peu près celui d'une leçon de morale à la maternelle.

Si la place manque pour publier intégralement ce chef d'oeuvre, il faut en citer certains passages. Il y était parlé de "démarche inadmissible auprès de notre chef du personnel", "de l'incorrection de cette démarche" et pour conclure il était spécifié "face à la faute grave que vous avez commise, nous acceptons de surseoir à votre licenciement en considération de votre jeunesse et de votre inexpérience".

Le chef de service reçut encore 3 chefs d'unité, séparément, sans que les positions respectives varient.

Le mardi 16 novembre, vers midi, le chef de section fait savoir que l'augmentation demandée a été accordée à 18 personnes du service, y compris les chefs d'unité.

Puis, à 14 heures, prenant prétexte de propos qui auraient été tenus en dehors de l'établissement, la direction annonce aux chefs d'unité que leur augmentation est reportée à janvier 1966. Cette sanction ne touche pas les autres employées.

Le mercredi 17 novembre, leurs camarades protestent au moyen d'une pétition qui dit à peu près :

" La gestion Nobel (préparatrices, sténos-dactylos, correspondantes) manifeste son indignation à la suite de la mesure prise hier, à l'égard de nos chefs d'unité, à savoir :

" - suppression d'une augmentation accordée dans la matinée du 16 novembre 1965, à la suite de propos qui auraient été entendus hors de l'établissement "

Les chefs d'unité donnèrent ensuite leur accord à leur chef de section pour que cette pétition soit transmise.

Le soir même, les 6 chefs d'unité étaient licenciées. Le chef du personnel refusait de leur en donner de vive voix le motif. Elles reçurent peu après une lettre qui contenait un certain nombre de mensonges grossiers, le plus évident consistant à affirmer que les six licenciées "avaient poussé un certain nombre de (leurs) camarades parmi les plus jeunes et les moins expérimentées, en restant dans l'ombre derrière elles".

Contrairement à ce que pourrait laisser penser cette dernière phrase, les Editions Rombaldi n'éditionent ni la série noire ni James Bond.

Que la lutte se soit terminée par le licenciement des chefs d'unité ne signifie pas que les employées de la gestion Nobel se soient battues pour rien. En refusant de se laisser marcher sur les pieds, en risquant la perte de leur emploi pour ne plus être traitées comme des enfants, en un mot en luttant pour leur dignité, elles ont montré à une direction particulièrement arrogante et brutale que tout ne lui était pas permis.

-----

# VIETNAM

(FIN)

Dans notre précédent numéro, nous avons essayé de décrire le rôle joué par l'armée américaine et le Front National de Libération, puis, pour faire comprendre nos positions, nous avons rappelé la stratégie et la tactique "vietcong".

Devant les agissements du vietcong, on ne peut que rappeler la nécessité, pour les organisations révolutionnaires, de développer une propagande internationaliste vers les soldats qu'elles combattent.

Dira-t-on que les soldats yankees sont des engagés? Cette objection n'est pas déterminante comme le prouvent un certain nombre d'exemples historiques dont nous indiquons les lieux pour ceux qui en ont entendu parler (essentiellement la Mer Noire et l'Espagne).

C'est dans la direction contraire que le F.N.L. s'est orienté et cela n'a rien d'étonnant si l'on admet son caractère bourgeois. Rien d'étonnant non plus si, à la limite du chauvinisme, il a récemment organisé une " semaine de la haine ".

## Lutter contre la guerre. Mais comment?

Accablés par les problèmes économiques, coincés entre les militaristes américains et leurs alliés fascistes d'une part, la bureaucratie F.N.L. de l'autre, les malheureux travailleurs vietnamiens réfractaires à tout totalitarisme n'ont d'autres issues qu'individuelles. Se dissimuler et attendre la fin de la boucherie.

Les pacifistes américains, eux, ont organisé des manifestations contre la guerre qui ont rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes. Ces marches de protestation sont sympathiques mais il ne faut pas se cacher qu'elles ne feront pas reculer les capitalistes américains.

Ceux-ci ne pourraient être intimidés que par des grèves ouvrières massives qui menaceraient la production. Il est évidemment tout à fait utopique de penser qu'elles pourraient intervenir par solidarité avec les travailleurs vietnamiens. Mais cela l'est moins d'envisager des grèves pour l'augmentation des salaires ou contre l'aggravation des conditions de travail qui aboutiraient au même résultat.

La récente grève des transports de NEW-YORK, pourtant menée d'une

façon contestable, a encore montré combien les capitalistes américains sont vulnérables lorsqu'on les frappe là où ils sont sensibles: dans la production. Cette grève bureaucratique et qui ne concernait qu'un nombre réduit de travailleurs aurait, du propre aveu des dirigeants américains, coûté à l'économie une perte de plus d'un milliard de dollars (500 milliards d'anciens francs).

Plus intéressantes encore, des grèves ont eu lieu en novembre et décembre 1965 dans deux entreprises d'armement employant respectivement 17.000 et 4.200 travailleurs (la Mac Donnel Aircraft Corporation dans le Missouri et la Olin-Mathieson Chemical Company dans l'Illinois). Ces mouvements, déçus contre l'avis des syndicats, ont duré respectivement 15 et 33 jours.

Répetons que ces grèves ont eu lieu pour des revendications assez élémentaires. Elles n'en sont pas moins très efficaces, beaucoup plus en tout cas que les marches de la paix.

Quant à nous, que pouvons-nous faire?

Dire la vérité, bien sûr, et montrer la barbarie bourgeoise s'exercer au Vietnam. Un général américain menaçait récemment de faire retourner le vietnam du nord "à l'âge de pierre". C'est bien là la philosophie des capitalistes les plus puissants du monde.

Mais la meilleure façon d'aider les travailleurs vietnamiens, c'est encore de lutter énergiquement contre nos propres oppresseurs en profitant du fait que nous sommes placés dans de bien meilleures conditions qu'eux.

C'est à cette conclusion qu'arrivaient récemment des camarades anglais (groupe SOLIDARITY) qui publiaient une brochure sur le Vietnam. Ils ajoutaient avec humour qu'ils ne faisaient pas ainsi preuve d'une grande originalité. Comme nous écrivons après eux, nous reconnaissons que nous sommes encore plus plats.

Est-ce cynisme, est-ce aveu d'impuissance de notre part? Sans doute un peu, mais c'est aussi la seule orientation réaliste.

Et nous ne risquons pas d'être moins efficaces que les dirigeants chinois qui, habiles à exhorter les vietnamiens à la lutte et à les assurer de leur solidarité, ne semblent pas très pressés de faire suivre leurs discours de mesures concrètes.

-----

! Pour ceux qui font semblant de s'intéresser à ! ! l'origine de nos ressources, précisons que le coût de ! ! ce bulletin (environ 70 francs) est très facilement ! ! couvert par les versements des militants et sympathi- ! ! sants du G.L.A.T. ! ! En effet, contrairement aux syndicats et autres ! ! organisations bureaucratiques, nous ne touchons ni ne ! ! sollicitons aucune subvention de la part des capita- ! ! listes ou de leur Etat. ! ! !
---

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

**Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ».** En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de chefsillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impulsantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

## **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise, sur mandat impératif donné par les travailleurs** ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

**Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.